



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-53
Séance du 27 septembre 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-sept septembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Caizergues, Castellon, Huber, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Mmes Enjalbert, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Berard pouvoir à M. Caizergues, M. Briane pouvoir à M. Salgues, M. Deyrat pouvoir à M. Huber, M. Oudinot pouvoir à Mme Pervent, M. Serra pouvoir à M. Perez, M. Viala pouvoir à Mme Torrandell

Absents excusés : Mme Gouard

Absents : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Romane Palau

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 15

Absents : 2

Procurations : 6

Votants : 21

Date de convocation et affichage

23 septembre 2021

Objet : Mise en place du programme de service civique au sein de la commune

M. le Maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel qui présente le service civique qui est un dispositif instauré par la loi n°2010-241 du 10 mars 2010 dont le décret n°2010-485 du 12 mai 2010 vient encadrer les dispositions. Il permet à des jeunes âgés de 16 à 25 ans de s'engager volontairement dans une mission d'intérêt général auprès d'une personne morale agréée, notamment au sein d'une collectivité territoriale.

Cet engagement vise à l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'interventions reconnus prioritaires pour la nation : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.

Les missions de service civique doivent permettre d'expérimenter ou de développer de nouveaux projets au service de la population, de démultiplier l'impact d'actions existantes en touchant davantage de bénéficiaires, ou de renforcer la qualité du service déjà rendu par les agents à la population. À ce titre, le volontaire ne peut être indispensable au fonctionnement courant de l'organisme et ne doit pas exercer de tâches administratives et logistiques liées aux activités quotidiennes de l'organisme (secrétariat, standard, gestion des ressources humaines...).

D'une durée de 6 à 12 mois, le contrat d'engagement de chaque jeune volontaire donne lieu à une indemnisation prise en charge par l'Etat (égale à 36,11% de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 473,04 € nets par mois au 1er janvier 2021). L'organisme d'accueil verse quant à lui une prestation complémentaire correspondant à la subsistance, à l'équipement, au logement et au transport, dont le montant minimal mensuel est fixé à 7,43% de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 107,58 € au 1er janvier 2021. L'incidence financière est évaluée à 1 290,96 € par an et par volontaire.

La mise en œuvre du dispositif nécessite l'obtention d'un agrément auprès de l'Agence du service civique, pour autoriser M. le maire à accueillir et contractualiser l'engagement de chacun des volontaires.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité :

- Approuve le projet de mise en œuvre du service civique au sein des services de la commune ;
- Autorise le M. le maire à déposer une demande d'agrément auprès de l'Agence de service civique ;
- Autorise M. le maire à signer les contrats d'engagement de service civiques avec les volontaires ;
- Autorise M. le Maire à réserver les crédits nécessaires pour le versement d'une indemnité complémentaire de 107,58 € nets par mois et par volontaire, pour la prise en charge des frais d'alimentation et de transport.

Lavérune le 27 septembre 2021

Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 4.4.